



**MINISTÈRE
DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des Achats
de l'État**

ACCORD-CADRE PORTANT SUR DES

**PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET TRAVAUX D'INSTALLATIONS DE
SECURITE INCENDIE, EQUIPEMENTS D'ALARME ET MOYENS DE LUTTE
CONTRE L'INCENDIE**

**AU PROFIT DES SERVICES DE L'ÉTAT ET DE CERTAINS ÉTABLISSEMENTS
PUBLICS EN REGION ILE-DE-FRANCE**

Guide d'utilisation (annexe au CCAP)

Numéro de consultation : DAE_AC_SSI-EA ELI_IDF_2025

Guide d'utilisation de l'ACIM

1. Introduction – À quoi sert ce guide ?

Ce guide a pour objectif de faciliter la bonne compréhension et utilisation de l'Accord Cadre InterMinistériel (ACIM) portant sur des prestations de maintenance et de travaux d'installations de sécurité incendie, équipements d'alarme et de moyens de lutte contre l'incendie.

Il s'adresse à l'ensemble des soumissionnaires et des Bénéficiaires, que leurs rôles soient techniques ou administratifs. Il présente le contenu de l'ACIM, précise les règles à suivre, les modalités pratiques d'utilisation afin de permettre une prise en main rapide de l'ACIM.

2. Que contient cet accord-cadre ?

Cet ACIM comporte 10 lots et concerne géographiquement l'Île De France, en voici le détail :

Intitulé	Géographie	Mono ou multi attributaire(s)
Lot 1 : Maintenance des installations de sécurité incendie et équipements d'alarme par agents itinérants (bons de commande)	75 nord (Arrondissements : 1er, 2ème, 3ème, 4ème, 8ème, 9ème, 10ème, 11ème, 12ème, 16ème, 17ème, 18ème, 19ème et 20ème)	Mono attributaire
Lot 2 : Maintenance des installations de sécurité incendie et équipements d'alarme par agents itinérants (bons de commande)	75 sud (Arrondissements : 5ème, 6ème, 7ème, 13ème, 14ème et 15ème)	Mono attributaire
Lot 3 : Maintenance des installations de sécurité incendie et équipements d'alarme par agents itinérants (bons de commande)	77 - 91 - 93 - 94	Mono attributaire
Lot 4 : Maintenance des installations de sécurité incendie et équipements d'alarme par agents itinérants (bons de commande)	78 - 92 - 95	Mono attributaire

Lot 5 : Maintenance des installations de sécurité incendie et équipements d'alarme par <u>agents postés</u> (marchés subséquents)	Régional IDF	Multi attributaires
Lot 6 : Maintenance des équipements de lutte contre l'incendie (bons de commande)	75	Mono attributaire
Lot 7 : Maintenance des équipements de lutte contre l'incendie (bons de commande)	77 - 91 - 93 - 94	Mono attributaire
Lot 8 : Maintenance des équipements de lutte contre l'incendie (bons de commande)	78 - 92 - 95	Mono attributaire
Lot 9 : Travaux sur les installations de sécurité incendie et équipements d'alarme (bons de commande)	IDF Est 77 - 91 - 93 - 94	Mono attributaire
Lot 10 : Travaux sur les installations de sécurité incendie et équipements d'alarme (bons de commande)	IDF Ouest 75 - 78 - 92 - 95	Mono attributaire

La structure de cet allotissement s'explique ainsi :

- Les lots 1 à 4 sont des lots de maintenance sur les installations de sécurité incendie et d'équipements d'alarme. La maintenance est réalisée par des techniciens en itinérance, c'est à dire qui se déplacent au besoin et à l'occasion des opérations de maintenance périodiques, mais n'ont pas comme lieu de travail régulier le site du bénéficiaire. Les lots 1 à 4 sont des lots à bons de commande. Ce qui différencie les lots 1 à 4 est les lieux d'exécution des prestations.
- Le lot 5 concerne également la maintenance sur les installations de sécurité incendie et d'équipements d'alarme. Il est différent des lots 1 à 4 car il permet la rédaction d'un marché subséquent dès lors que les besoins du bénéficiaire nécessitent la permanence de techniciens sur site. C'est un lot régional. Ici, une remise en concurrence des attributaires est nécessaire et une adaptation des prescriptions techniques est possible.
- Les lots 6 à 8 sont des lots de maintenance qui concernent cette fois-ci les installations de lutte contre l'incendie. Ce sont des lots à bons de commande différenciés par secteur géographique.
- Les lots 9 et 10 sont des lots de travaux sur les installations de sécurité incendie et d'équipements d'alarme. Ce sont des lots à bons de commande. Ce qui distingue les

lots 9 et 10 sont les lieux d'exécution des prestations. Les lots de travaux n'incluent pas de maintenance, leurs objectifs sont de rendre possible la réalisation de travaux comme expliqué en partie 5 du présent guide.

La frontière entre la maintenance et les travaux est parfois très fine, toutefois avoir en tête cette définition permet une analyse de premier niveau qu'il conviendra de réaliser au regard de la réalité de chaque site.

- **Maintenance = conserver l'existant** dans un bon état de fonctionnement et remplacer de faible quantité d'équipement sans modification.
- **Travaux = modifier ou créer** quelque chose de nouveau ou d'amélioré.

3. Règles de recours aux lots ?

Pour savoir vers quels lots se diriger, il faut se poser successivement ces 3 questions :

- 1- De quels types d'installations s'agit-il ?
- 2- Ai-je le besoin d'avoir une permanence d'un ou plusieurs techniciens sur site ?
- 3- Où se trouve mon ou mes sites ?

Un même bénéficiaire sera très probablement concerné par plusieurs lots.

Exemple : Un bénéficiaire dispose d'installations de sécurité incendie mais aussi de lutte contre l'incendie sur plusieurs sites. Le premier dans le département 77 et le second dans 13^{ème} arrondissement de Paris. Les besoins de ce Bénéficiaire sont classiques : maintenance préventive planifiée et interventions de dépannage ponctuelles, sans nécessité d'avoir un ou plusieurs techniciens sur site régulièrement. Le Bénéficiaire sera par conséquent concerné par les lots suivants si nous reprenons les 3 questions posées ci-dessus :

- 1- Les installations de sécurité incendie, équipement d'alarme d'un côté et de lutte de contre l'incendie sont concernées. Les lots de maintenance 1 à 5 et 6 à 8 sont susceptibles d'être utilisés.
- 2- Pas de besoin en technicien posté.
- 3- Dans le département 77 et le 13^{ème} arrondissement de Paris.

Réponse : Ces 3 réponses permettent de comprendre que ce bénéficiaire sera concerné par :

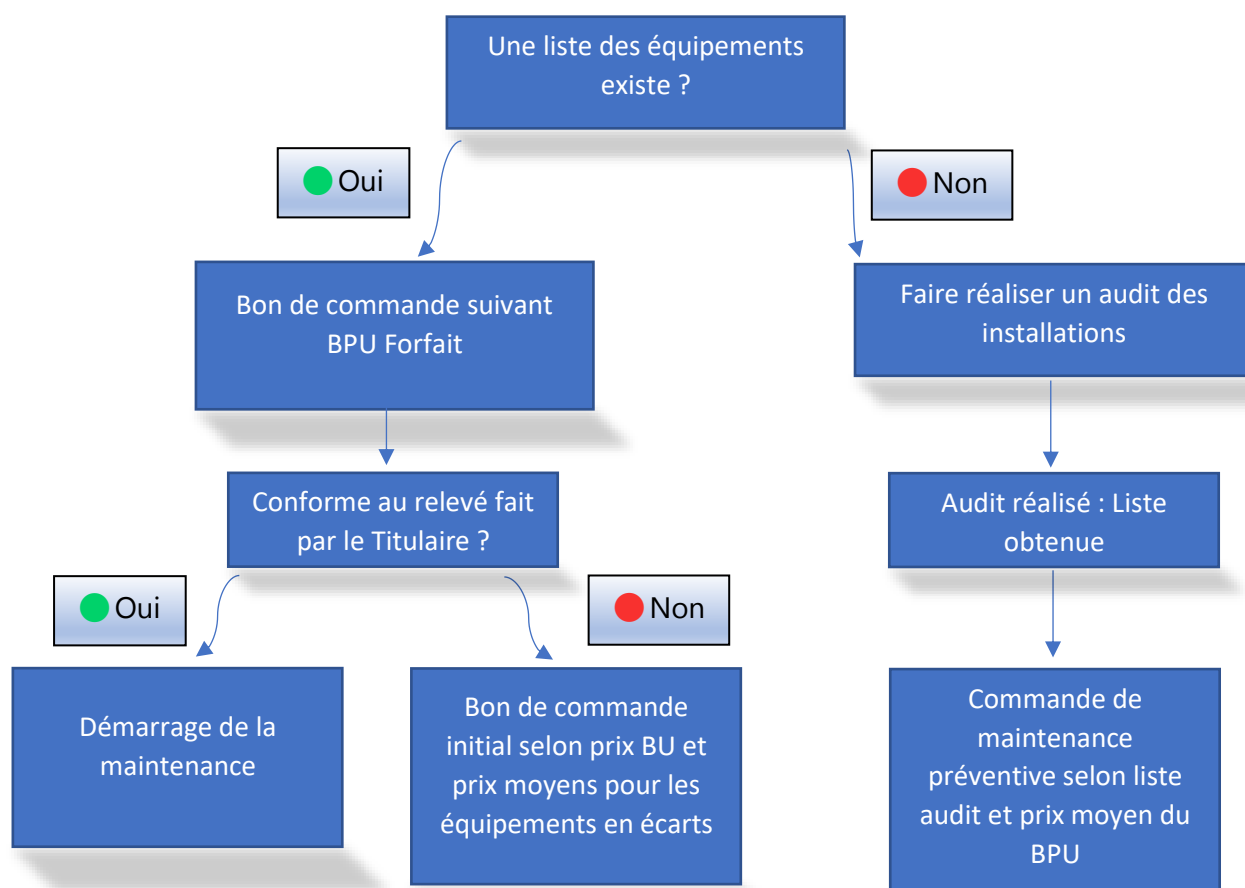
- Les lots 2 (pour le site situé dans le 13^{ème} arrondissement de Paris) et 3 (pour le site situé dans le département 77) pour la maintenance des installations de sécurité incendie et équipements d'alarme. Pour commander ces prestations, le bénéficiaire définit son besoin au regard des prestations figurant dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots de maintenance. Ce besoin est formalisé au moyen des prix figurant dans le bordereau des prix unitaires (BPU) « forfait » du lot concerné, ainsi que, lors de la réalisation d'opération de maintenance corrective, des prix des pièces et prestations d'installation associées figurant au BPU « pièces » du lot concerné ;

- Les lots 6 (pour le site situé dans le 13^{ème} arrondissement de Paris) et 7 (pour le site situé dans le département 77) pour la maintenance des installations de lutte contre l'incendie. Pour commander ces prestations, le bénéficiaire définit son besoin au regard des prestations figurant dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots de maintenance. Ce besoin est formalisé au moyen des prix figurant dans le bordereau des prix unitaires (BPU) « forfait » du lot concerné, ainsi que, lors de la réalisation d'opération de maintenance corrective, des prix des pièces et prestations d'installation associées (diminués des remises applicables) figurant au BPU « pièces » du lot concerné ;
- Les lots 9 (pour le site situé dans le département 77) et 10 (pour le site situé dans le 13^{ème} arrondissement de Paris) pour la réalisation de travaux sur les installations de sécurité incendie, si ces travaux sont d'un montant compris entre 40 000 € HT et 150 000 € HT (ou si bien qu'inférieurs à 40 000 € HT, le bénéficiaire fait le choix de ne pas confier ces travaux aux titulaires des lots 2 et 3). Pour commander ces prestations, le bénéficiaire définit son besoin au regard des prestations figurant dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) « Travaux » commun aux lots 9 et 10. Ce besoin est formalisé au moyen des prix figurant dans le bordereau des prix unitaires (BPU) « travaux », comprenant le prix des pièces, diminué des remises contractuelles applicables et augmenté du coût des prestations d'installation associées.

Cet accord-cadre a pour ambition de couvrir tous les besoins remontés lors de sa phase de préparation. Cette étude de cas illustre par conséquent la diversité de cet ACIM qui a vocation à assurer un éventail de prestations de maintenances différentes et de travaux sur le périmètre géographique de l'Ile-de-France.

4. Comment passer un bon de commande initial de maintenance préventive ?

Pour l'ensemble des lots de maintenance, à l'exception du lot 5, il est possible d'appliquer cette règle. A savoir, dès lors que les lots dont le Bénéficiaire a besoin sont déterminés, il ne lui reste qu'à passer son ou ses bons de commande. Pour cela, il est nécessaire pour les lots de maintenance d'avoir un descriptif de ses installations comme illustré par ce schéma.



Par ailleurs, pour le remplacement de pièces les Bénéficiaires auront la possibilité de passer un bon de commande complémentaire.

5. Comment passer un bon de commande pour des prestations de travaux ?

Chaque Bénéficiaire a la possibilité de réaliser des travaux dans le cadre des lots de maintenance ou bien de faire appel aux Titulaires des lots travaux (9 et 10), dans les conditions suivantes :

Pour les opérations d'un montant de travaux inférieur ou égal à **40 000€ HT**, le Bénéficiaire choisit librement son intervenant (Titulaires des lots maintenance ou des lots travaux).

Ce choix est réalisé par le bénéficiaire en prenant notamment en compte :

- L'attractivité respective des prix unitaires propres à chacun des lots ;
- Ses propres capacités de pilotage et de coordination en cas ;
- La disponibilité et les délais de réalisation proposés par les titulaires de chacun des lots.

Au-delà de **40 000€ HT** et jusqu'à **150 000€ HT**, il fait obligatoirement appel au Titulaire du lot travaux.

Au-dessus de 150 000€HT, le Bénéficiaire ne recourt pas au présent accord-cadre.